

NORMANDIE



Rapport d'activité 2023

• ÉDITO	3
• UNE AGENCE NATIONALE	4
• DES CELLULES RÉGIONALES	5
• EN NORMANDIE	6 à 13
◦ CARTE D'IDENTITÉ	6
◦ L'ÉQUIPE	7
◦ LES PROJETS MENÉS	8
◦ L'ÉCOSYSTÈME	9
◦ LES CHIFFRES CLÉS	10
◦ LES TEMPS FORTS	11
• ENJEUX	
◦ ENJEU N°1 : ANTICIPATION, PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX MENACES DE SANTÉ PUBLIQUE, DONT LES ÉPIDÉMIES	14 à 21
◦ ENJEU N°2 : NUMÉRIQUE EN SANTÉ PUBLIQUE	22
◦ ENJEU N°3 : SANTÉ ENVIRONNEMENTALE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, ENVIRONNEMENTS DE TRAVAIL	23 à 25
◦ ENJEU N°4 : FARDEAU DES MALADIES ET DE LEURS DÉTERMINANTS, EFFICACITÉ DES INTERVENTIONS ET RETOUR SUR INVESTISSEMENT DE LA PRÉVENTION	26 à 27
◦ ENJEU N°5 : STRATÉGIE DE PRÉVENTION, MARKETING SOCIAL ET APPROCHE PAR POPULATIONS	28
◦ ENJEU N°6 : INÉGALITÉS SOCIALES, VULNÉRABILITÉ TERRITORIALES	29



Ce document présente le rapport d'activités de Santé publique France-Normandie pour l'année 2023. Il s'inscrit dans la programmation nationale de Santé publique France et est élaboré en concertation avec l'ARS Normandie et les directions métiers de Santé publique France, pour tenir compte des enjeux nationaux et des besoins régionaux.

Le programme de travail de l'agence tient compte des recommandations de l'évaluation IANPHI (association internationale des instituts de santé publique) menée en 2019 et en intègre les priorités définies par la direction générale.

Les principes qui guident les orientations de travail répondent à 6 grands enjeux :



Anticipation, préparation et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies



Numérique en santé publique



Santé environnementale, changement climatique, environnements de travail



Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention



Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations



Inégalités sociales, vulnérabilités territoriales

Mélanie MARTEL

Responsable de la cellule régionale Normandie

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE

Agence nationale

Santé publique France, créée par ordonnance et décret le 1er mai 2016, a pour vocation d'être un centre de référence en santé publique, agence d'expertise scientifique, fondée sur le continuum entre la connaissance et l'intervention. Santé publique France a pour mission d'améliorer et de protéger la santé des populations. Cette mission s'articule autour de trois axes majeurs : anticiper, comprendre et agir.



Anticiper

Assurer la mise en œuvre d'un système national de veille et de surveillance afin de détecter les risques sanitaires et d'apporter les éléments de décision à la puissance publique.



Comprendre

Améliorer la connaissance sur l'état de santé de la population, les comportements, les risques sanitaires et concevoir les stratégies d'intervention en prévention et promotion de la santé.



Agir

Promouvoir la santé, agir sur les environnements, expérimenter et contribuer à la mise en œuvre de programmes de prévention, répondre aux crises sanitaires.

En tant qu'agence scientifique et d'expertise du champ sanitaire, elle est en charge de :

- l'observation épidémiologique et la surveillance de l'état de santé des populations ;
- la veille sur les risques sanitaires menaçant les populations ;
- le lancement de l'alerte sanitaire ;
- la promotion de la santé et la réduction des risques pour la santé ;
- le développement de la prévention et de l'éducation pour la santé ;
- la préparation et la réponse aux menaces, alertes et crises sanitaires.

Cellules régionales

Pour assurer la cohérence de ses actions en région, Santé publique France dispose de « cellules régionales », en lien étroit avec les agences régionales de santé (ARS).

Au nombre de 12 en France hexagonale et 4 en outre-mer (Antilles, Guyane et Île de la Réunion et Mayotte), chacune des 16 cellules est le représentant unique en région de Santé publique France. A ce titre, elles assurent les missions de l'Agence au niveau régional.

Par ce dispositif, situé au plus près des enjeux locaux de santé, Santé publique France vise la mise en œuvre d'une approche plus intégrée de la santé publique en région. Aujourd'hui, les principales missions de ces cellules sont :

- d'apporter un appui aux ARS sur le traitement des signaux régionaux complexes ou inhabituels en matière d'évaluation de risque, d'alerte, d'investigation et de contribution à l'élaboration des mesures de prévention et de contrôle ;
- d'animer et de mobiliser des réseaux de partenaires régionaux de veille et de surveillance sanitaire ;
- de mettre à disposition l'expertise et les données de surveillance produites par Santé publique France en appui aux politiques locales de santé.

L'atteinte de ces missions nécessite de faire évoluer le périmètre d'activité du dispositif régional. En effet, le cœur de métier des cellules régionales à leur création était essentiellement axé sur la veille sanitaire en appui aux ARS et la mise en place de systèmes de surveillance épidémiologique. Il s'ouvre vers l'évaluation dans le domaine de la prévention et du marketing social, ainsi que vers la réponse aux événements exceptionnels.

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE

Normandie

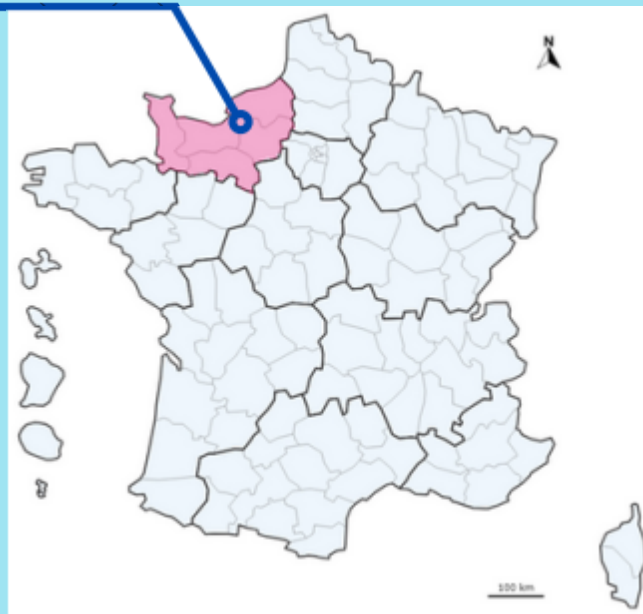
La cellule régionale Normandie intervient sur l'ensemble des départements normands : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76). Au 1er janvier 2023, la région comptait 3 317 023 habitants (données de population de l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee)).

Elle est implantée au sein de l'ARS Normandie, sur deux sites : Rouen et Caen. Les modalités de fonctionnement de la cellule Normandie sont précisées dans le cadre de conventions de partenariat entre, Santé publique France et l'ARS de Normandie signées le 13 juin 2017, renouvelées pour cinq ans en 2022.

Discuté avec la direction de la santé publique et de la stratégie de l'ARS, le programme de travail de la cellule Normandie pour 2023 avait été arrêté conjointement avec les directions générales de l'ARS et de Santé publique France au cours du comité de pilotage, en octobre 2022, conformément à la convention de partenariat.

CARTE D'IDENTITÉ

- **Date de création** : 2002
- **Effectif** : 6 permanents
- **Responsable** : Mélanie MARTEL
- **Lieux d'implantation de la cellule** : Rouen et Caen
- **Départements d'intervention** : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76)
- **Bassin de population** : 3 317 023 habitants
- **Superficie** : 29 906 km²



SANTÉ PUBLIQUE FRANCE

Normandie

La cellule Normandie est composée d'une équipe aux compétences complémentaires couvrant les champs de l'épidémiologie, de la promotion de la santé, en santé environnement, de la statistique, des systèmes d'information et en communication. Elle est composée de 5,5 épidémiologistes (4,5 basés à Rouen et 1 basé à Caen) ainsi que d'une assistante projets.

Parmi les 5,5 épidémiologistes de l'équipe, 4 sont en poste pérenne Santé publique France et 1 biostatisticien est mis à disposition de la cellule Normandie par le groupement régional d'appui au développement de la e-santé en Normandie (GRADeS) « Normand'e-Santé » (NeS). Un poste à mi-temps est attribué à la cellule dans le cadre du programme européen Emergen.

Enfin, la cellule Normandie est également un lieu de stage pour les Master de santé publique et l'internat de santé publique et à ce titre a accueilli 4 étudiantes en 2023.

Afin de poursuivre sa montée en compétence, les membres de l'équipe ont suivi plusieurs formations : logiciel R®, recherches bibliographiques, typage moléculaire pour la surveillance et le contrôle des maladies infectieuses, sensibilisation à l'évaluation d'interventions en Promotion Prévention de la Santé, cartographie avec le logiciel MAgrit®, impact de ses prises de paroles en public, management etc.

L'ÉQUIPE



Mélanie MARTEL
Responsable



Myriam BLANCHARD
épidémiologiste



Stéphane EROUART
épidémiologiste
médecin en santé publique



Nathalie THOMAS
épidémiologiste
programme Emergen



Valentin COURTILLET
biostatisticien



Chloé VIGNERON
épidémiologiste



Sandrine GAUTIER
assistante projets

INTERNES ET STAGIAIRES

- Nathalie MBOKO - interne en médecine Fac de Rouen (stage du 01/05 au 31/10/2023)
- Sarah BRUNET - interne en médecine Fac de Rouen (stage du 01/11/2023 au 30/04/2024)
- Claire DULONG - apprentie Master METEORE à l'EHESP (stage 01/10/2022 au 30/09/2023)
- Philippine DELEMER - Master en santé publique à l'ISPED (stage du 03/03 au 31/07/2023)

LES PROJETS MENÉS

Après plusieurs années en gestion de crise (COVID-19, MonkeyPox...), l'année 2023 a été marquée par une mobilisation sur les nouveaux enjeux et une volonté de relancer des activités prioritaires « non-Covid-19 ». Ainsi la baisse d'activité progressive sur l'épidémie de Covid-19 a permis la reprise de dossiers retardés et la réception de nouvelles sollicitations tels que :

- la poursuite des études du dispositif « Santé post-incendie 76 » ;
- la surveillance grand-rassemblement mise en place dans le cadre de l'Armada 2023 ;
- le monitoring du déploiement de dépistage du VIH sans ordonnance VIHTEST ;
- l'évaluation des actions de vaccination HPV mise en œuvre au sein des collèges de Normandie depuis 2019 ;
- l'évaluation de la faisabilité d'un dispositif de détection précoce de l'évolution de la fréquence des gestes suicidaires dans les territoires ruraux...

Cette année a également été l'occasion de préparer, à froid, la surveillance des infections respiratoires aiguës (IRA) intégrant la surveillance de la COVID-19 aux autres IRA surveillées en routine, à l'élargissement des missions Emergen et à l'adaptation des outils de surveillance (notamment au niveau territorial).

Une partie de l'activité est non programmable puisque dépendante de l'émergence de situations d'urgence sanitaire ou de besoins d'expertise en situation d'urgence décisionnelle. Une part importante de l'activité 2023 a été consacrée aux signaux et alertes (toxi-infection alimentaire à *Salmonella chester*, suspicion de cluster de cancer, recrudescence d'infections respiratoires à *Mycoplasma pneumoniae*, incendies d'entrepôts industriels, etc.).

L'ÉCOSYSTÈME

En région, Santé publique France Normandie évolue au sein d'un vaste réseau de partenaires institutionnels, scientifiques et associatifs en vue de développer les collaborations nécessaires pour mener à bien ses travaux aux niveaux territorial.

01. Institutionnels

Santé publique France-Normandie est en relation permanente avec les autorités, ainsi que les partenaires du réseau régional de santé publique, pour apporter son expertise en appui à la décision et à l'action en santé publique :

- Agence régionale de Santé de Normandie
- Préfecture
- Collectivités territoriales
- Elus locaux
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)
- Direction de la coordination de la gestion du risque (DCGDR)
- Observatoire régional de la santé (ORS et ORS-CREAI)
- Promotion santé Normandie

02. Médias

L'agence partage ses résultats scientifiques avec les médias. Elle décrypte ses méthodes, la finalité de ses dispositifs de surveillance, des messages de prévention, ainsi que les indicateurs qu'elle produit.

Les informations locales sont

- accessibles sur la page [Normandie](#) du site de Santé publique France
- relayées auprès de la presse locale et de journalistes
- partagées sur les réseaux sociaux : [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#) (repartager sur les pages personnels des agents de l'équipe régionale)

03. Formation et recherche

L'agence fonde l'ensemble de ses actions sur l'excellence scientifique. En région, Santé publique France-Normandie s'appuie sur des collaborations avec des partenaires de recherche et académiques afin d'améliorer les connaissances, favoriser leur dissémination et faire progresser les dispositifs de surveillance, de prévention et de réponse aux crises sanitaires

- Partenaires académiques
- Organismes de recherche
- Enseignement supérieur et formation

04. Parties prenantes

La gouvernance de l'agence repose sur un principe de dialogue et d'ouverture à la société. En Normandie, différents sujets ont justifié la mise en œuvre de dispositifs de dialogue au niveau local, avec les publics concernés.

- Réseaux associatifs
- Populations
- Représentants des usagers

CHIFFRES CLÉS

3

rapports
scientifiques

5

bulletins
de santé publique régionale

30

points
épidémio
hebdomadaires

9

points
épidémio
thématiques

3

articles
scientifiques

28

notes
aux partenaires dont
essentiellement
l'ARS de Normandie

144

rétro-
informations

3

communiqués
de presse

2

contributions
à des rapports

19

sollicitations
de veille
sanitaire

22

formations
suivies par l'équipe

8

interventions
colloques, formations,
webinaires



1 200
Abonnés
à nos publications



12 800
impressions
LinkedIn

TEMPS FORTS

2023

WEBINAIRES VACCINATION À DESTINATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

A la demande de la Direction de la santé publique de l'ARS Normandie, Santé publique France - Normandie a présenté au cours de 3 webinaires des données épidémiologiques normandes sur la thématique vaccination :

- couverture vaccinale sur les vaccins de l'enfance ;
- couverture vaccinale sur le vaccin contre la grippe ;
- surveillance de la bronchiolite, à l'occasion de la mise sur le marché du Nirsevimab à l'automne 2023.

Ces webinaires étaient destinés aux référents vaccination de l'ARS, médecins infectiologues et représentants des centres de vaccination de Normandie.

JUIN 2023

PREMIER SÉMINAIRE D'ÉQUIPE

En post-Covid-19 et dans le cadre de notre programmation, il était nécessaire de dresser un bilan de nos études, productions et sollicitations afin de définir la programmation 2024. L'occasion pour chacun de présenter ses projets et thématiques traitées.

JANVIER 2023

RESTITUTION SUSPICION DE CLUSTER DE CANCER PÉDIATRIQUE À PONT- DE-L'ARCHE

page 25, enjeu n°3

MAI 2023

RISQUE INDUSTRIEL ET PARTICIPATION CITOYENNE

Santé publique France Normandie a été auditionnée par le Comité citoyen sur les risques industriels mis en place par la Métropole de Rouen, pour présenter ses missions dans le domaine des risques sanitaires industriels accidentels ou chroniques, et notamment les travaux réalisés à la suite de l'incendie de Rouen de 2019. Ce comité vise le développement d'outils et de méthodes sur son territoire pour aider les citoyens à adopter les bons comportements en cas de crise (naturelle ou industrielle).

Les échanges ont permis d'éclairer le groupe sur la place de l'agence au sein de l'ensemble des acteurs, d'identifier l'ensemble des travaux possibles. Par ailleurs, ils ont permis de mieux comprendre la perception par la population de nos études et résultats, et d'identifier les questions qu'elle se pose.

TEMPS FORTS

JUIN 2023

SÉMINAIRE DES MANAGERS : DÉTERMINATION DES PRIORITÉS DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE (COP) DE L'AGENCE

Le séminaire des managers permet un espace d'échange entre les différents coordinateurs de l'Agence. L'occasion de réfléchir ensemble sur les priorités du futur COP. Il définit les orientations stratégiques sur une période pluriannuelle pour le développement de l'agence. Le COP engage l'Agence et sa tutelle, le ministère de la Santé et de la Prévention.

JUIN 2023

PRESENTATION PROTOCOLE DE SUIVI ÉPIDÉMIOLOGIQUE DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS EXPOSÉS À L'INCENDIE INDUSTRIEL DE 2019 AUX MEMBRES DU COMITÉ REGIONAL D'ORIENTATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CROCT) DE NORMANDIE

Ce suivi a été mis en place dans le cadre du dispositif SPI76 et fait suite aux recommandations du Gast Normandie.

JUIN 2023

SURVEILLANCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE RENFORCÉE LORS DE L'ARMADA

page 21, enjeu n°1

SEPTEMBRE 2023

PRÉSENTATION DES PREMIERS RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE DE LA POPULATION VIVANT DANS LA ZONE IMPACTÉE PAR L'INCENDIE INDUSTRIEL DE ROUEN DE 2019 AU CODERST DE SEINE-MARITIME

Une seconde présentation a eu lieu lors d'une réunion du Conseil territorial de santé Rouen-Elbeuf-Pays de Bray. Ces moments d'ouverture vers la société sont importants pour apporter compréhension et pédagogie sur les différentes études mises en place dans le cadre de SPI76.

page 23, enjeu n°3

TEMPS FORTS

SEPTEMBRE 2023

LANCEMENT DU MONITORING VIHTEST

page 28, enjeu n°5

NOVEMBRE 2023

ARBOVIROSES : UNE VEILLE SAISONNIÈRE POUR MIEUX SE PRÉPARER

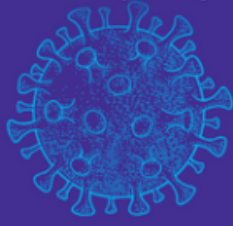
Participation au Copil arbovirose composé de la FREDON et de l'ARS. La saison 2023 ayant été exceptionnelle par le nombre de signalements collectés, l'ensemble des acteurs ont pu faire part de leurs difficultés techniques et organisationnelles, définir des pistes d'amélioration en matière de circuits et de besoins notamment sur les outils et la formation.

page 18, enjeu n°1

OCTOBRE 2023

PARTICIPATION AU SÉMINAIRE EMERGEN

Première participation de Santé publique France - Normandie au Séminaire Emergen afin d'échanger sur les perspectives d'évolution visant à augmenter les capacités de surveillance génomique en France, et analyser la pertinence d'élargir à d'autres maladies infectieuses émergentes les activités du Consortium Emergen au-delà du SARS-CoV2.



Cet enjeu pour l'anticipation, la préparation et la réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies, vise à conforter le dispositif régional pour anticiper et répondre aux grandes menaces. Il doit permettre d'intégrer les retours d'expérience de la crise Covid-19 à l'échelon national et régional, dans la perspective d'être mieux préparé et organisé. Il doit intégrer l'ensemble des risques pour consolider l'infrastructure de sécurité sanitaire à tous les échelons territoriaux.

Réponse aux événements exceptionnels : épidémies, catastrophes naturelles ou accidents industriels

Incendies de grande ampleur

En 2023, deux incendies d'ampleur importante ont eu lieu dans l'agglomération de Rouen

- 16 et 17 janvier 2023 : au sein de plusieurs entrepôts dans la zone industrielle de Grand Couronne dans le sud de l'agglomération de Rouen. Ces entrepôts stockaient notamment des batteries au Lithium et des pneus.
- 30 septembre et 1er octobre 2023 : a concerné deux immeubles désaffectés à Rouen.

Dans ces deux situations, une surveillance épidémiologique spécifique, via le dispositif SurSaUD®, a été mise en place afin de détecter d'éventuelles augmentations inhabituelles de recours aux soins d'urgences par des personnes exposées aux fumées (services d'urgences et association SOS Médecins Rouen). Dans le cadre du premier incendie, une enquête auprès des médecins généralistes de l'agglomération a été menée par l'URML en lien avec l'ARS et Santé publique France - Normandie pour compléter ces informations.

Face au manque d'information sur les recours à la médecine de ville en cas d'accident ou catastrophes climatiques et notamment les épisodes d'incendies survenus à Rouen en 2019 et en 2023, Santé publique France-Normandie et l'URML ont initié une réflexion avec l'ARS Normandie visant la création d'outils à utiliser de façon réactive pour la collecte d'informations auprès des médecins généralistes.

- [Surveillance du recours à la médecine d'urgence - Incendie d'entrepôt à Grand Couronne.](#)
- [Surveillance du recours à la médecine d'urgence Incendie d'entrepôt à Grand Couronne Point épidémiologique au 24 janvier 2023](#)
- [Surveillance du recours à la médecine d'urgence Incendie en agglomération de Rouen Point au 3 octobre 2023](#)
- [Surveillance du recours à la médecine d'urgence Incendie en agglomération de Rouen Point au 9 octobre 2023](#)



Tempêtes

Début novembre 2023, la tempête Ciaran a balayé plusieurs régions dont la Normandie, entraînant des vigilances météorologiques, pour vent, phénomènes de vagues, submersion et pluie-inondation (niveau rouge pour la Manche). À partir des données du réseaux Oscour®, une surveillance spécifique de plusieurs indicateurs a été mise en place : traumatisme, intoxication au monoxyde de carbone, hypothermie, asthme, gastro-entérite, stress/trouble anxieux... Cette surveillance a révélé une hausse marquée des passages aux urgences liée aux effets toxiques du monoxyde de carbone, dans la région notamment dans le département du Calvados.

La mise à jour du plan ORSAN (organisation de la réponse du système de santé en situations sanitaires exceptionnelles) par l'ARS est indispensable pour anticiper la mobilisation du système de santé, quelle que soit la situation rencontrée. Santé publique France-Normandie a participé à l'écriture des parties :

- Orsan NRBC afin d'assurer la prise en charge sanitaire des personnes exposées à un agent chimique, nucléaire ou radiologique ;
- Orsan EPICIM (événement saisonnier provoquant des tensions dans l'offre de soins en situation d'épidémie ou de phénomène climatique extrême (canicule, vague de froid)) ;
- Orsan REB (risque épidémique et biologique lié à un agent infectieux émergent ou réémergent en France).



Surveillance sanitaire en Normandie. Point au 9 novembre 2023.

Veille, alerte et lutte contre les épidémies

ÉVALUATION DES SIGNAUX SANITAIRES INFECTIEUX OU NON

Santé publique France assure des activités de veille et d'appui aux ARS et apporte une expertise dans l'évaluation du risque. Les objectifs sont multiples :

- détecter la survenue d'un événement inhabituel ou anormal pouvant présenter un risque sanitaire pour la population ;
- informer sans délai les autorités sanitaires en cas de menace, quelle qu'en soit l'origine ;
- recommander toute mesure ou action appropriée pour prévenir la réalisation ou atténuer l'impact de cette menace.

Evaluation des signaux sanitaires infectieux ou non (2)

En Normandie, une veille sanitaire est assurée selon une organisation interne afin de systématiser la réponse aux sollicitations :

- réception, validation et traitement des signaux parvenant à la Santé publique France-Normandie ou issus de l'analyse des systèmes de surveillance ;
- analyse régulière des données de surveillance à visée d'alerte : maladies à déclaration obligatoire, décès toutes causes, activité des urgences hospitalières, réseaux de médecine de ville (Réseau Sentinelles, SOS Médecins) et de laboratoires, etc. ;
- évaluation des signaux sanitaires issus du point focal régional pour les signaux inhabituels pouvant avoir un impact sanitaire important ;
- veille documentaire à partir des outils fournis par Santé publique France (bulletin quotidien des alertes, revue bibliographique ciblée, etc.) ;
- recueil et transmission d'informations provenant des départements scientifiques de Santé publique France, des autres cellules régionales et de nos partenaires.

En 2023, principales réponses aux signaux inhabituels

- Incendie industriel de Grand Couronne ;
- Incendie de deux immeubles à Rouen ;
- Recrudescence d'infections à *Mycoplasma Pneumoniae*, sollicitation des hôpitaux pour documenter la situation en Normandie ;
- Suspicion de cas groupés de légionellose : survenue de plusieurs cas de légionellose de typage LP1 ST146 dont plusieurs ayant fréquenté le même secteur géographique. L'analyse approfondie des souches par le CNR a montré que les souches étaient différentes ;
- Investigation de cas groupés d'infection digestive à Salmonelles en lien avec la contamination des locaux d'une boucherie au Havre ;
- Suivi de la campagne de dépistage des patients de cabinets dentaires à Gournay-en-Bray et Cherbourg-en-Cotentin après la mise en évidence de défauts de pratiques d'hygiène ;
- Restitution des résultats de l'étude menée sur la suspicion de cluster de cancers en population générale dans la commune du Plessis-Hébert ;
- Finalisation et transmission à l'ARS du rapport d'investigation de cas groupés d'infections à *Mycobacterium chelonae* survenus au CLCC de Rouen ;
- Signalement d'une suspicion de surmortalité dans le nord de la Manche ;
- Identification d'un cas d'infection invasive à méningocoque ayant participé en fosse à un concert au Stade de France ;
- Recrudescence des toxiinfections alimentaires collectives (TIAC) à Norovirus en lien avec la consommation d'huitres normandes en période des fêtes de fin d'année : bilan de la situation et complément par la surveillance des données SurSaUD® ;
- Réflexions, échanges avec l'ARS : présence de métabolites de la chloridazone dans l'eau de distribution, présence de composés perfluorés dans l'eau de distribution dans l'Eure, pollution des sols dans un quartier à Evreux, Tiac dans une école de police à Oissel, *Salmonella typhimurium* chez un enfant sans notion de voyage, cas de MonkeyPox, cas de listériose en Seine-Maritime, rougeole post-vaccination, santé des riverains de la zone industrielle de Gonfreville suite à un reportage de France 5.



Surveillance, alerte et contrôle

Santé publique France-Normandie coordonne et anime des dispositifs de surveillance régionalisés de Santé publique France, ainsi que des systèmes de surveillance répondant à des spécificités régionales.

Période d'activation des principaux dispositifs de surveillance

Principaux dispositifs de surveillance	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Ao u	Sep	Oct	Nov	Déc
SurSaUD®	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance renforcée des arboviroses					■	■	■	■	■	■	■	
Système d'alerte canicule et santé						■	■	■	■			
Surveillance des épidémies hivernales	■	■	■	■					■	■	■	■
Surveillance du Covid-19	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance des IRA-GEA en ESMS	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance de las gastroentérites d'origine hydrique	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance des cas graves d'IRA	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance des maladies à déclaration obligatoire	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Surveillance des infections sexuellement transmissibles	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■



Surveillance spécifique et non spécifique

Mis en place en 2004, le système de surveillance non spécifique SurSaUD® constitue un élément important de la veille sanitaire régionale. Il est adaptable à de nombreuses situations particulières tels que les épisodes de canicule, d'épidémies hivernales ou d'événements exceptionnels (notamment catastrophes naturelles, catastrophes industrielles, grands rassemblements et épidémies).

Les partenaires de la surveillance non spécifique sont nombreux : groupement régional d'appui au développement de l'e-santé en Normandie (GRADeS), services d'urgences et hospitaliers, associations SOS Médecins, services d'aide médicale d'urgence (Samu), Réseau Sentinelles et états civils, le CépiDC pour la déclaration des décès.

En 2023, SurSaUD® a permis :

- l'analyse hebdomadaire des principaux regroupements syndromiques d'intérêt et la production d'indicateurs spécifiques (impétigo/scarlatine, pneumopathie, asthme, gastro-entérite aiguë...),
- la consolidation du partenariat avec les associations SOS Médecins : 143 bulletins de retro-informations hebdomadaires,
- la participation aux travaux de l'ARS Normandie pour la montée en charge de la certification électronique de décès dans la région (note, webinaire),
- la participation à la surveillance pendant la coupe du monde de rugby.

En 2023, la complétude des sources de données du dispositif SurSaUD® était très bonne avec 99,8 % de diagnostics codés pour SOS Médecins et 91,5 % pour les services d'urgences en Normandie.



Surveillance syndromique en Normandie. Bulletin de santé publique, mai 2023.

Surveillance des arboviroses

Chaque année du 1er mai au 30 novembre, Santé publique France coordonne, en lien avec les ARS, la surveillance saisonnière renforcée du chikungunya, de la dengue et du Zika dans les départements métropolitains où le vecteur est implanté.

Cette surveillance repose sur l'investigation des départements fréquentés pendant la période de virémie des cas et informer les ARS concernées.

En Normandie, depuis 2023, plusieurs sites ont révélé la présence de ponte de moustique *Aedes albopictus* dont une commune de Seine-Maritime déclarée comme colonisée par le moustique tigre. En 2023, Santé publique France - Normandie a poursuivi sa contribution à l'animation du réseau régional de surveillance des arboviroses et participé au groupe d'échanges de pratiques professionnelles (GEPP) national arboviroses avec la direction des maladies infectieuses de Santé publique France.

Aux Antilles, la dengue circule selon un mode de transmission endémo-épidémique avec une intensité saisonnière qui varie selon les années. En 2023, ces territoires sont rapidement passés en phase épidémique. En France hexagonale, ces épidémies ont pour répercussion un nombre important de cas « importés ». Sur le territoire normand, 72 cas importés d'arboviroses ont été recensés (70 dengue, 1 West Nile et 1 Usutu) contre seulement 2 en 2022. Ces cas « importés » peuvent être à l'origine d'épisodes de transmission, de ce fait une collaboration étroite entre les différents acteurs est établie pour ralentir l'installation d'*Aedes albopictus* sur le territoire normand, non colonisé au 1er janvier 2023.



Système d'Alerte Canicule et Santé (SACS)

Un dispositif de surveillance sanitaire, coordonné par Santé publique France en collaboration avec Météo France, est mis en place chaque année du 1er juin au 30 septembre. En Normandie, cette surveillance permet des rétro-informations auprès de partenaires tels que l'ARS et les préfetures. La Normandie n'a pas recensé d'alerte en 2023 malgré un épisode de canicule enregistré en septembre avec un dépassement de seuil (vigilance orange par Météo-France). Un bilan sera diffusé début 2024.

Surveillance intégrée des IRA

La surveillance s'appuie sur les données collectées par différents dispositifs :

- le dispositif SurSaUD® ;
- le Réseau Sentinelles ;
- le système d'information de dépistage populationnel (Sidep) pour la COVID-19 ;
- un réseau sentinelle de services de réanimation pour les cas graves de grippe et de COVID-19. En Normandie, 14 services de réanimation publics sentinelles participent au dispositif) ;
- le portail gouvernemental des signalements : les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ou non (Ehpad et Ehpa) et les établissements d'hébergement pour personnes handicapées signalent les épidémies d'IRA des résidents et personnels. La transmission des données est orientée vers l'ARS et Santé publique France qui peuvent suivre l'évolution d'épidémies d'IRA. Une rétro-information est transmise par Santé publique France-Normandie à l'ARS, le CPIas et les établissements médico-sociaux synthétisant la situation épidémique régionale afin d'adapter leurs mesures de prévention ;
- les laboratoires de virologie hospitaliers (Centres hospitalo-universitaires de Rouen et Caen, réseau national des laboratoires hospitaliers – Rénal). Plus spécifiquement pour la Covid-19, Santé publique France - Normandie participe à l'animation du réseau Emergen, réseau dont l'objectif est de suivre l'évolution génétique du virus Sars-CoV-2 pour détecter l'émergence et la distribution spatio-temporelle des variants ;
- les plateformes de séquençage du consortium Emergen. Les partenaires du consortium sont Santé publique France, l'ANRS-MIE et son réseau de virologie hospitalière, l'ANSES et l'Institut Français de Bioinformatique ;
- le Réseau Bronchiolite Normand.

Des travaux de normalisation de la surveillance de la COVID-19 et de son intégration progressive parmi les épidémies respiratoires suivies en routine ont été réalisés en 2023. Cette stratégie de surveillance intégrée des infections respiratoires aiguës propose une approche globale des pathologies respiratoires aiguës dont les principales sont la COVID-19, la grippe et la bronchiolite. Cette surveillance est déployée depuis le début de la saison 2023-2024.

- [Points épidémiologiques hebdomadaires](#)
- [Epidémies hivernales en Normandie. Bilan 2022-2023. Bulletin de santé publique, octobre 2023.](#)



Surveillance des gastro-entérites aiguës (GEA) d'origine hydrique

En 2023, Santé publique France-Normandie a transmis à l'ARS plusieurs séries de signaux correspondant à des agrégats de GEA afin de :

- documenter les aspects environnementaux (protection de captage, problème de traitement, plaintes de consommateurs, circonstances météorologiques, etc.)
- et évaluer la plausibilité de leur origine hydrique.

Cette démarche complémentaire de la surveillance réglementaire constitue un levier intéressant dans les actions de prévention engagées par l'ARS visant l'acculturation des collectivités à améliorer durablement la qualité de l'eau délivrée à la population.

 [Gastro-entérites d'origine hydrique entre 2010 et 2022 en Normandie. Bulletin de santé publique, décembre 2023.](#)


Surveillance des maladies à déclaration obligatoire (MDO)

Santé publique France-Normandie assure le suivi de l'ensemble des MDO et plus particulièrement : les infections invasives à méningocoques (IIM), la légionellose, les TIAC, la rougeole, l'hépatite A, avec pour objectifs :

- de décrire l'évolution de l'incidence de ces maladies et détecter d'éventuels événements inhabituels ;
- de valoriser les données lors des publications auprès des partenaires.

Un soutien à la télédéclaration via e-DO du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et du Sida a été réalisé avec l'appui aux comités de coordination régionale de la lutte contre le VIH (Corevih) lors de sessions de sensibilisation/formation à l'outil des professionnels de santé.

Par ailleurs, elle soutient le travail de mise en place opérationnelle de la télédéclaration de la tuberculose (voir enjeu n°2 numérique en santé publique).



- [bilan 2022 des infections invasives à méningocoques](#)
- [bilan de la légionellose en 2022](#)

Surveillance des infections sexuellement transmissibles (IST)

Santé publique France - Normandie poursuit sa sensibilisation des acteurs et partenaires autour de la question du VIH et des IST. La dématérialisation complète du réseau de surveillance clinique ResIST a été achevée en 2023. Destiné aux partenaires, Santé publique France a édité un tableau de bord permettant le suivi des indicateurs régionaux et l'évolution des IST virales et bactériennes.

 [communiqué de presse « 1er décembre 2023 : Journée mondiale de lutte contre le sida : tous mobilisés ! | Agence régionale de santé Normandie »](#)



Surveillance épidémiologique grand rassemblement : Armada

La huitième édition de l'Armada de Rouen, grand rassemblement international de voiliers et navires militaires, s'est déroulée en juin 2023. Les caractéristiques de cet événement très populaire ont conduit Santé publique France-Normandie à renforcer son dispositif de surveillance sanitaire pour l'occasion. En 11 jours, près de six millions de visiteurs se sont massés sur les quais de Rouen. La surveillance a été réalisée à partir du dispositif SurSaUD®, complétée par un dispositif de surveillance sanitaire spécifique à l'événement à partir des postes de secours déployés sur place.

Malgré une augmentation des passages aux urgences et recours aux postes de secours pour malaise, contextualisée en lien avec la chaleur par les secouristes, aucun événement de santé inhabituel nécessitant une intervention de santé publique n'a été identifié.

La surveillance menée par Santé publique France - Normandie pendant l'Armada a permis de déterminer des leviers d'action visant à améliorer l'organisation de futurs grands rassemblements. Dans la suite de ce grand rassemblement, Santé publique France - Normandie, grâce à son expertise sur la surveillance de ce type d'évènement, est venue en appui d'autres régions pour préparer la surveillance de la coupe du monde de rugby 2023. De l'amont des rencontres à la fin de l'évènement, Santé publique France a pu ainsi s'organiser pour renforcer son dispositif de surveillance.

Structuration et animation des plateformes régionales de veille et d'urgence sanitaire de l'ARS

Réseau régional

Santé publique France - Normandie participe aux activités d'animation du réseau régional de veille sanitaire, en lien avec l'ARS :

- contribution aux points de situation avec l'ARS ;
- participation à la mise à jour de protocoles d'organisation ou de fonctionnement de la plateforme et à l'élaboration d'outils et procédures en appui à l'ARS ;
- participation à l'actualisation de la procédure Santé publique France - Normandie/ARS sur le traitement d'un signal sanitaire ;
- participation aux rencontres avec les partenaires de veille sanitaire ou environnementale, notamment les partenaires contribuant aux dispositifs de surveillance à visée d'alerte (Atmo Normandie, CHU, services de réanimation et centre d'appui pour la prévention des infections associées aux soins (CPias)) ;
- organisation de la rétro-information des partenaires de veille sanitaire : édition et diffusion de points épidémiologiques hebdomadaires et de bulletins de santé publique (BSP) thématiques.



Structuration et animation des plateformes régionales de veille et d'urgence sanitaire de l'ARS

Refonte de l'appliquatif permettant de requêter les données SurSaUD®

Créée en 2003, l'appliquatif comportait plusieurs limites qui ont poussé à une refonte afin d'améliorer les fonctionnalités. Ce projet, porté par la Direction DATA au niveau national, s'est vu accompagné par différentes régions, dont la Normandie.

Certification électronique des décès

En octobre 2023, la certification électronique des décès s'est développée en Normandie pour atteindre une couverture estimée à 46,9%. Ce taux bien que supérieur à la moyenne nationale (43,3%) est loin de l'objectif de 80% fixé par la DGS. Afin de déployer ces modalités de certification, des actions conjointes ARS et Santé publique France - Normandie sont menées auprès des établissements de soins, des Ehpad et des cliniques privées.

Télédéclaration de maladies à déclaration obligatoire (MDO)

En 2023, Santé publique France - Normandie a poursuivi son soutien à la mise en place opérationnelle de la télédéclaration de la tuberculose. Des tableaux de bord ont été réalisés afin de sensibiliser les déclarants normands à la e-Déclaration : sensibilisation aux outils disponibles sur le site de Santé publique France (vidéos explicatives des différentes actions du déclarant dans e-DO etc) et information sur les formations en ligne à la télé-déclaration.



Santé publique France-Normandie appuie l'ARS dans sa réponse à des signaux ou questionnements liés à des expositions environnementales et dans la réalisation d'état des lieux en Santé environnement. Elle réalise des études ou surveillance répondant à des besoins localisés d'acquisition de connaissances, ou en réponse à un questionnement de santé publique de l'ARS ou de Santé publique France.

Dispositif Santé Post Incendie 76 (SPI76) : dispositif d'évaluation épidémiologique des conséquences sur la santé de l'incendie industriel survenu à Rouen le 26 septembre 2019

Dans les suites de l'enquête de santé déclarée réalisée en 2020-2021, « une étude à l'écoute de votre santé », l'année 2023 a été consacrée à la mise en œuvre des suivis épidémiologiques des populations générales et de travailleurs à partir du Système national des données de santé (SNDS).

Surveillance épidémiologique des travailleurs


En mai 2023, le protocole a été publié et une information locale a été réalisée via un communiqué de presse et une présentation aux instances locales. Entre mai et novembre 2023, Ipsos a contacté 322 entreprises afin de recenser les travailleurs exposés à proximité de l'incendie ou intervenus sur le site de l'incendie. La Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) et la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) ont débuté l'identification des autres travailleurs exposés.

L'année 2024 sera consacrée à la construction des indicateurs de santé pour l'ensemble des travailleurs exposés, sous conditions de mise à disposition des données par la Cnam.

 **Protocole pour le suivi épidémiologique des travailleurs exposés à l'incendie industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen**

Surveillance épidémiologique de l'état de santé de la population générale (surveillance écologique)

Le protocole de la surveillance a été mis à disposition en septembre 2023. L'évolution temporelle des délivrances de médicaments psychotropes a été étudiée pour l'ensemble de la population vivant dans le territoire exposé à l'incendie. Ces données ont également été croisées avec les réponses à l'enquête de santé afin d'en étudier les liens avec les différents facteurs de risque. Les résultats de ces études ont été publiés et valorisés à travers un communiqué de presse et des présentations dans deux instances locales en septembre 2023. L'étude d'indicateurs de santé périnatale et de santé cardiovasculaire a été initiée et les résultats seront communiqués en 2024.

 **Protocole de surveillance épidémiologique de la population.
Synthèse des délivrances de médicaments psychotropes**

Renouvellement du Comité d'appui thématique (CAT)

Dans les différents travaux de SPI76, Santé publique France s'appuie sur l'expertise d'un CAT. Le mandat du CAT étant arrivé à échéance, Santé publique France-Normandie a souhaité le renouveler et intégrer de nouveaux experts. Ce comité sera mis en place début 2024.

Programme de surveillance air et santé

Santé publique France - Normandie est impliquée depuis de nombreuses années dans le programme national de surveillance « air et santé » et assure le copilotage du groupe de travail interne à l'agence. Elle assure également une expertise régionale dans le domaine des effets sanitaires de la pollution atmosphérique. Elle participe à la production de données et connaissances afin de construire différents plaidoyers, plans et documents produits par l'ARS et les autres partenaires régionaux.

Elle est engagée dans l'accompagnement des collectivités qui souhaitent mettre en œuvre une évaluation quantitative d'impact sanitaire (EQIS) de la pollution de l'air en utilisant le logiciel AirQ+ de l'organisation mondiale de la santé (OMS). En 2023, la Métropole Rouen Normandie a finalisé son EQIS de la pollution de l'air avec l'aide de la Santé publique France - Normandie, l'ARS et Atmo Normandie.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet européen, une EQIS-PA (pollution atmosphérique) sur la morbidité a été réalisée en 2023 à l'échelle de la France avec des déclinaisons régionales. Ces résultats seront diffusés en 2024.

Santé publique France - Normandie a participé à la rédaction du Plan de protection de l'atmosphère (PPA), aux réunions des comité technique et comité de pilotage. En 2024, elle contribuera à la réalisation d'une EQIS-PA prévue dans le plan.

Lors d'un séminaire sur la pollution de l'air organisé par le Cerema, Santé publique France - Normandie a présenté, aux côtés de l'ARS, les outils d'EQIS. L'objectif était d'intégrer la thématique santé dans les actions et plans des collectivités.

Urbanisme favorable à la santé

Afin de favoriser la prise en compte de la santé dans les différents plans d'urbanisme et de mobilité et accompagner la démarche d'urbanisme favorable à la santé, Santé publique France a souhaité étendre la méthode d'EQIS à d'autres facteurs environnementaux : pollution atmosphérique, bruit, espace vert, mobilité et température.

Une phase pilote, mise en place par la Direction Santé Environnement Travail (DSET) en lien avec les équipes régionales concernées de trois agglomérations : Montpellier, Lille et Rouen, a permis de confirmer la faisabilité de ces EQIS en conditions réelles d'application.

Ces travaux ont été réalisés sous pilotage de la DSET, avec les cellules régionales dont Santé publique France - Normandie, les collectivités dont la métropole Rouen Normandie (MRN) et les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air Atmo Normandie. Débutés en 2021, ils se sont terminés en 2023. Les rapports sont en cours de finalisation, une restitution des résultats et leur valorisation seront organisées en 2024. La MRN et Santé publique France assureront la valorisation locale de ce travail.

Contribution à la création d'un observatoire multirisque

L'université de Rouen avait souhaité engager une réflexion sur la création d'un observatoire régional avec une approche pluridisciplinaire et une vision multirisque pour

- former les acteurs du territoire et les populations à la culture multirisque,
- développer des outils et proposer des mesures d'anticipation, d'atténuation, et d'adaptation pour un territoire résilient,
- informer sur les conséquences multirisques liées au changement climatique.

Santé publique France-Normandie contribue afin d'apporter l'expertise en santé publique et participer à la production d'indicateurs (d'impact, de vulnérabilité ou d'exposition). Le premier volet traité en 2023 concernait l'impact des canicules.

Investigation d'une suspicion de cluster de cancers pédiatriques dans l'Eure

Une enquête menée en 2020-21 a conclu à l'existence d'un nombre plus élevé qu'attendu d'enfants atteints de leucémie entre les années 2017 et 2019 dans la zone d'étude. L'exploitation du questionnaire épidémiologique n'a pas fait émerger de facteur de risque commun aux enfants ni d'hypothèse étiologique et l'état des lieux environnemental n'a pas relevé de caractéristique environnementale particulière qui pourrait constituer une hypothèse d'exposition commune des enfants malades. La surveillance de la fréquence des leucémies pédiatriques sur la zone d'étude a été maintenue afin de confirmer que le cluster était une manifestation de la variation aléatoire du nombre de cancers.

Un premier bilan post-surveillance a été présenté début 2023 à la préfecture de l'Eure, en présence du préfet, de l'ARS, d'élus locaux (maires, représentant de député) et de familles des enfants concernés (représentées par leur association). Nous avons répondu aux interrogations des différents participants sur la méthodologie employée ainsi que sur l'interprétation des résultats. Des conclusions aux investigations seront apportées lorsque les données de surveillance des nouveaux cas fournies par le RNCE (registre national des cancers de l'enfant) auront été analysées.

Enquête descriptive auprès des cas de leptospirose diagnostiqués en Normandie entre 2015 et 2021

Suite à un signalement en 2021 du Centre hospitalier (CH) d'Avranches (Manche) concernant plusieurs cas de leptospirose, une investigation épidémiologique a été programmée afin de connaître les caractéristiques de la population atteinte de leptospirose en Normandie et d'évaluer la pertinence de la mise en place de mesures de gestion spécifiques. Une enquête rétrospective a été menée auprès des personnes ayant eu un prélèvement biologique positif à la leptospirose entre 2015 et 2023 en Normandie (la base de données a été fournie par les principaux regroupements de laboratoires de la région et par les CHU de Caen et Rouen). Les résultats ont confirmé les principaux facteurs de risque connus (activités agricoles et/ou de loisirs en lien avec l'eau). Ils ont également permis d'identifier un regroupement de cas dans le Calvados, dans une zone marécageuse près de Caen. Le rapport d'étude a été transmis au service santé environnement de l'ARS. Depuis août 2023, la leptospirose est devenue maladie à déclaration obligatoire.

Contribution aux plans régionaux Santé Travail (PRST)

Santé publique France - Normandie a contribué aux travaux de 2 groupes de travail (GT) du PRST :

- le GT « Faire converger santé au travail santé publique » notamment sur le projet d'action « développer une approche partagée de la gestion de crises entre santé publique et santé travail » ;
- le GT « diagnostic territorial en santé » afin de contribuer à la production d'indicateurs de santé en lien avec le travail.

Contribution au Plan régional santé environnement 4 (PRSE)

En 2023, l'ARS Normandie a rédigé le PRSE4. Santé publique France - Normandie contribue à l'observatoire et à l'état des lieux piloté par l'ORS CREAL et l'ARS. Elle a contribué également aux travaux et réunions mis en place pour les différents axes. L'ensemble de ces travaux se poursuivront en 2024.

Berce du Caucase

Issues de l'axe 3 : renforcer la prévention des risques liés aux zoonoses et aux espèces animales et végétales, nuisibles à la santé dans un contexte de changement climatique du PRSE 4, des premières réflexions sont en cours sur la mesure de l'impact sanitaire lié à la prolifération de la Berce du Caucase, qui aurait généré plusieurs cas d'irritations et de brûlures après contact en Normandie. Des premières réunions ont eu lieu en 2023 avec l'ARS, l'université de Caen, la faculté des sciences pharmaceutique, le CAPTV, l'observatoire botanique de Brest (antenne de Caen), le conservatoire botanique antenne de Normandie et l'Omédit.

Un enjeu majeur d'orientation du programme pluriannuel de contribution de l'agence à l'amélioration de la santé consiste à observer, quantifier le fardeau des grandes pathologies et à identifier leurs déterminants, en particulier ceux modifiables par des interventions ; il s'agit aussi d'évaluer l'efficacité des interventions en pratique courante et d'estimer le retour sur investissement de la prévention, dans le cadre du développement de programmes d'économie de la prévention.

Santé mentale

- Dans le cadre du GEPP Santé Mentale, une analyse et une synthèse des indicateurs en santé mentale ont été réalisées afin de répondre aux besoins de l'ARS et une réflexion à la construction de nouveaux indicateurs a été débutée, en lien avec la nouvelle stratégie de développement des compétences psychosociales chez les enfants et jeunes.
 - [sante-mentale-et-covid-19-conduites-suicidaires-en-normandie.-bulletin-de-sante-publique-fevrier-2023](#)
 - [Santé mentale en région Normandie. Point épidémiologique trimestriel du 27 avril 2023.](#)
 - [Santé mentale en région Normandie. Point au 10 octobre 2023.](#)
- Dans le cadre de la stratégie régionale de prévention du suicide, Santé publique France - Normandie a participé au groupe de travail national VIGILANS, rétro-informant les partenaires locaux sur les travaux et l'évaluation du dispositif réalisé en 2023.
- Dans le cadre de la feuille de route mal-être des agriculteurs, Santé publique France - Normandie a développé un dispositif réactif de détection précoce de l'évolution de la fréquence des tentatives de suicide dans les zones rurales. Les premiers résultats de l'étude dessinent d'ores et déjà des perspectives de ciblage de communes en termes de déploiement de politiques locales de santé publique et ont été présenté en décembre 2023 au Comité national de pilotage et localement aux Projets Territoriaux de la Santé mentale (PTSM) de Normandie. Une note précisant ces résultats pour chaque région va être diffusée au Coordonnateur national interministériel et aux directeurs généraux des ARS.

EQIS-PA morbidité et valorisation de l'EQIS mortalité

voir page 24 partie 3 "Enjeux Santé environnement"

Enquête descriptive auprès des professionnels de santé sur la prise en charge de l'addiction en périnatalité

Réalisée en 2022, une étude a été lancée auprès de professionnels de santé visant à connaître leurs pratiques en matière de prévention liées aux addictions chez la femme enceinte et recueillir leurs besoins et attentes en matière de formation sur ce sujet.

La finalité de l'étude était d'établir un argumentaire sur la nécessité d'accompagner les professionnels dans leur pratique professionnelle afin d'améliorer la prévention, le repérage, la prise en charge des patientes. En 2023, les résultats de l'étude ont fait l'objet d'une communication auprès des partenaires locaux. Des réflexions sur les besoins en formation ont été initiées en lien avec Promotion Santé Normandie.

ÉVALUATION DE L'ACTIVITÉ DES CENTRES DE VACCINATION DANS LES COLLÈGES NORMANDS SUR LA VACCINATION CONTRE LES PAPILLOMAVIRUS HUMAINS (HPV)

Depuis 2019, l'ARS Normandie mène des actions de vaccination contre les HPV en milieu scolaire dans quatre départements normands (Calvados, Eure, Manche, Orne) via les centres de vaccination.

Dans un contexte de mise en place d'une campagne de vaccination contre les HPV dans tous les collèges de France pour la rentrée 2023-2024, l'ARS et Santé publique France-Normandie ont évalué l'impact des actions menées en Normandie sur la couverture vaccinale de la population adolescente normande, afin d'aider au déploiement de la campagne nationale. L'étude s'est déroulée sur mai-juin 2023 avec une restitution des résultats au niveau national en décembre.

Mois Sans Tabac

En 2022, une intervention de rue pilote « d'aller-vers » a été élaborée par l'ARS Normandie afin de promouvoir auprès des Normands la campagne « Mois sans tabac » (MST) et d'inscrire les personnes fumeuses volontaires au programme MST via le site Tabac info service de Santé publique France.

Santé publique France - Normandie est venue en appui de cette action pour décrire la population ayant répondu positivement à cette intervention pilote. L'intervention construite par l'ARS de Normandie et les analyses réalisées par Santé publique France ont permis de montrer l'utilité d'aller au-devant des fumeurs et de mettre en évidence les éléments méthodologiques à améliorer, utiles à sa reconduction et son évaluation.

Consommation de Tabac

Les indicateurs relatifs à la consommation de tabac sont utiles pour orienter les politiques de prévention et suivre l'atteinte des objectifs de réduction du tabagisme définis dans les programmes régionaux de lutte contre le tabac (PRLT). A ce titre, en 2023, Santé publique France-Normandie a analysé les données du Baromètre Santé de Santé publique France afin de produire des analyses régionales pour les décideurs. Elle a également participé à une analyse inter-régionale du tabagisme, montrant que les inégalités sociales en matière de tabagisme restent très marquées sur l'ensemble des régions et que leur réduction reste un enjeu majeur sur l'ensemble du territoire - à paraître en 2024.



Point épidémiologique Tabac en Normandie. Données régionales du baromètre 2021

Cancer

Santé publique France-Normandie participe au diagnostic régional des cancers en Normandie, coordonné par le réseau OncoNormandie. Les objectifs sont de disposer d'une vision régionale actualisée, d'aider à la décision, de prioriser les actions et d'en mesurer l'impact.



Les indicateurs de santé, leur choix et leur analyse à l'échelle locale répondent aux grands enjeux de santé de la stratégie nationale de santé et aux priorités d'intervention des ARS. Des travaux sont menés selon une approche collective associant les directions métiers de Santé publique France et la direction des régions dans le cadre de Groupes d'échange de pratique professionnelle (GEPP). A ce titre, des travaux ont été menés sur le **tabac** (enjeu 4), le **mal-être des agriculteurs** (enjeu 4), sur le **VIH et IST** (enjeu 1).

En 2023, Santé publique France – Normandie a lancé, conjointement avec l'ARS, le Corevih et l'URPS Biologiste, le monitoring du déploiement de **VIH-Test** en Normandie. Les objectifs étaient d'étudier l'activité de dépistage du dispositif, sa contribution à l'offre globale de dépistage en Normandie et de décrire le profil des usagers afin de s'assurer que le dispositif touche la population cible et réadapter la promotion du dispositif si besoin.

Santé publique France - Normandie est venue en appui des actions de prévention « **VIH-Test** » et « **Mois sans tabac** » (enjeu 4). Elle a d'ailleurs participé à la construction d'un document cadre d'appui de Santé publique France en région dans le champ de la prévention et de la promotion de la santé pour le diagnostic épidémiologique, l'identification d'interventions efficaces ou prometteuses et l'évaluation quantitative. Ce document sera présenté aux ARS début 2024.

Concernant les couvertures vaccinales **HPV** à un niveau infradépartemental, l'étude visant à décrire la répartition spatiale et temporelle de la couverture vaccinale (CV) HPV chez les jeunes filles à une échelle proche de l'échelon « d'action » des ARS (EPCI) a été présentée aux acteurs locaux pour les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de leurs interventions de promotion de la vaccination HPV et pour mieux cibler les territoires prioritaires.

Enfin en 2023, Santé publique France-Normandie a participé à l'initiation du projet « **réflexes Santé Normandie** » pilotée par l'ARS Normandie, proposant un accompagnement au quotidien des familles. Un état des lieux des principaux passages aux urgences, en Normandie, chez les enfants, a été réalisé à partir des données Oscour®.

Plusieurs indicateurs sont directement accessibles par le portail « GEODES », Santé publique France-Normandie appuie régulièrement les partenaires locaux sur le déploiement de ce portail (données sur le saturnisme, dépistage des cancers, mois sans tabac...).



[Portail Géodes](#)



Santé publique France déploie un programme dédié aux inégalités sociales et territoriales de santé, en étroite collaboration avec les équipes de recherche, les acteurs associatifs et les politiques publiques. Il a un double objectif :

- mieux mesurer et comprendre les effets des inégalités sociales de santé sur la santé ;
- mettre à disposition des acteurs des outils permettant de les réduire et proposer des actions efficaces.

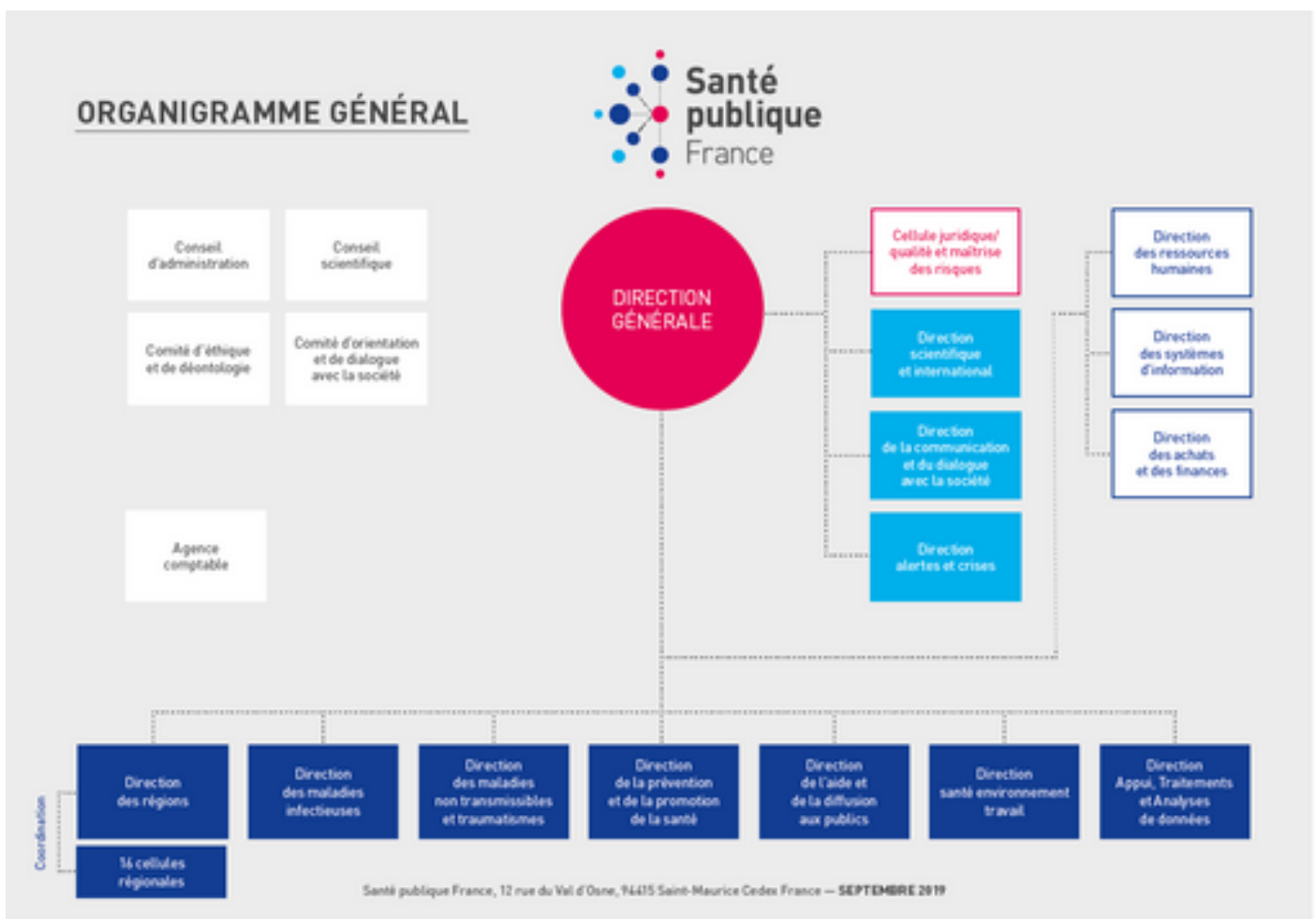
Santé publique France - Normandie participe au projet transversal « Indicateurs de l'équité en santé » afin de nourrir la réflexion sur l'intégration des déterminants sociaux dans nos programmes de surveillance, les enquêtes et évaluations. Ce projet vise :

- la promotion d'actions fondées sur des preuves pour réduire les inégalités ;
- une meilleure compréhension des inégalités de santé et des vulnérabilités territoriales ;
- et un renfort dans le suivi des inégalités sanitaires et territoriales.

Plusieurs études régionales, réalisées en 2023, prennent en compte les inégalités sociales :

- l'attraction géographique de l'offre de soins d'urgences libérale et hospitalière en Normandie et les caractéristiques des populations. Les objectifs sont de décrire l'activité des services d'urgences normands, connaître leurs attractions géographiques et connaître l'impact des facteurs socio-économiques dans l'accès aux soins d'urgences ;
- l'évaluation de la couverture vaccinale papillomavirus au niveau infra-départemental (voir enjeu 5) ;
- la détection précoce de l'évolution de la fréquence des tentatives de suicide dans les zones rurales (voir enjeu 4) ;
- l'EQIS de plusieurs facteurs environnementaux menée sur l'agglomération de Rouen. Les bénéfices sanitaires d'action d'amélioration des expositions sont quantifiés selon les niveaux de défaveurs sociales des communes (voir enjeu 3).

01. Organigramme Santé publique France



CONTACT

Direction des régions - Santé publique France - Normandie

cire-normandie@santepubliquefrance.fr

www.santepubliquefrance.fr/regions/normandie

